

Activité économique

Selon les informations disponibles au 8 juillet, la perte d'activité économique en juin s'établirait autour de 12 % par rapport à une situation normale, après -22 % en mai et -30 % en avril. Presque deux mois après la sortie progressive du confinement, les pertes d'activité économique seraient quasiment trois fois moindres que celles estimées au début du confinement.

D'après les réponses des entreprises à l'enquête Acemo-Covid menée par la Dares en lien avec l'Insee et portant sur le rythme anticipé de reprise d'activité, l'activité économique se situerait, en fin d'année, toujours un peu en dessous de son niveau d'avant crise. Selon ces anticipations établies en juin et fondées sur les évolutions connues puis anticipées à cette date des conditions sanitaires et économiques, ce scénario conduirait à une diminution du PIB sur l'ensemble de l'année 2020 autour de -9 %, soit la plus forte récession depuis la création des comptes nationaux français en 1948.

Près de deux mois après la sortie du confinement, l'activité économique française continuerait de se redresser mais demeurerait dégradée

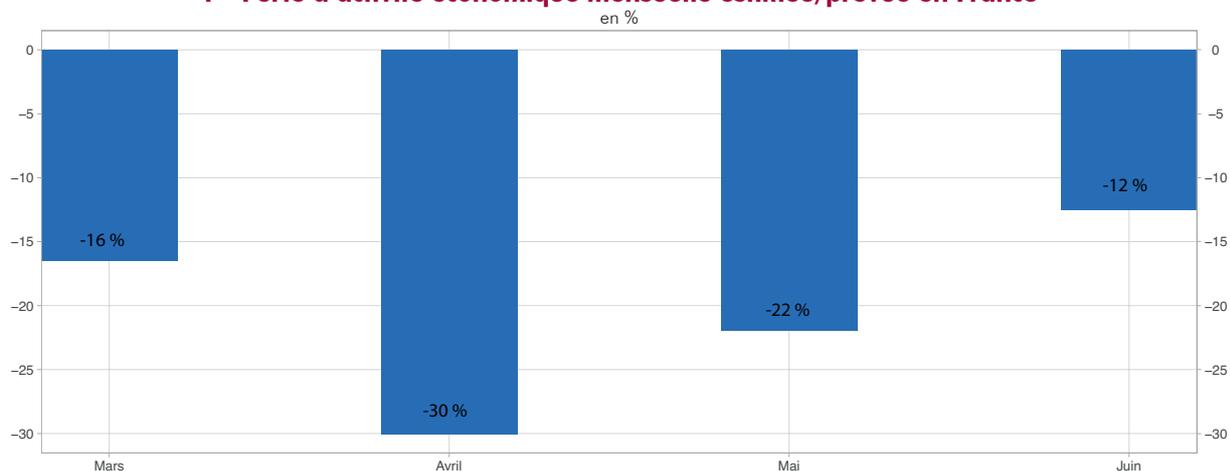
Les estimations de pertes d'activité des mois passés ont été légèrement révisées du fait de la publication progressive des indicateurs conjoncturels d'activité portant sur cette période : indice de production industrielle et indice de production dans les services notamment. Toutefois, l'ordre de grandeur des pertes d'activité pendant le confinement demeure toujours autour de 30 % pour un mois complet de confinement (*graphique 1*).

Pour le mois de juin et compte tenu des informations et données disponibles au 8 juillet, l'activité économique continuerait de se reprendre : la perte se limiterait à 12 % par rapport à une situation « normale », après -22 % en moyenne en mai et -30 % en avril. L'endiguement plus rapide qu'anticipé de l'épidémie, la relative bonne reprise de la consommation des ménages (*fiche consommation*) et le retour progressif au travail contribueraient à cette reprise relativement rapide.

La reprise de l'activité se matérialiserait dans l'ensemble des branches de l'économie

Cette poursuite de la reprise de l'activité économique s'observe dans l'ensemble des branches dans lesquelles l'activité était autorisée. La perte d'activité économique serait notamment divisée par deux dans la construction par rapport à avril (-31 % en juin contre -61 % en avril ; *tableau 1*) reflétant la reprise des chantiers. Dans l'industrie, la perte d'activité ne serait plus « que » de 14 %, soit deux fois moins qu'au cœur de la crise au mois d'avril. Cette remontée bénéficie de la reprise du travail et du rétablissement de la consommation des ménages (*fiche consommation*), mais la production industrielle resterait encore affectée notamment par une demande internationale toujours anémiée et d'importants stocks à écouler. Ce serait en particulier le cas de l'industrie automobile, dont la reprise récente des immatriculations de véhicules neufs à leur niveau d'avant crise pourrait avoir été satisfaite par l'écoulement des stocks. Dans les services marchands, la perte d'activité

1 - Perte d'activité économique mensuelle estimée/prévue en France



Source : Calculs Insee à partir de sources diverses

économique se situerait globalement au même niveau que dans l'industrie. Si des fermetures et limitations d'activité ont affecté la production de services jusqu'à la mi-juin, les nouveaux assouplissements réglementaires ont fait remonter rapidement fin juin l'activité économique de certaines branches particulièrement affectées par la crise. Notamment, la réouverture encadrée des restaurants aurait conduit à une forte reprise de l'activité du secteur : la perte d'activité économique est estimée autour de 20 % en juin, quatre fois moins qu'en avril.

Au total, en rythme trimestriel, l'activité économique aurait diminué de l'ordre de 17 % au deuxième trimestre (après -5,3 % au premier),

une prévision similaire à celle publiée dans le précédent *Point de conjoncture* du 17 juin.

Les trafics de fret ferroviaire et routier se rapprochent progressivement de leurs niveaux d'avant crise

Les informations journalières de trafic de fret ferroviaire transitant sur le réseau de la SNCF par rapport à une situation de référence, dite « normale » fournissent une estimation de la perte d'activité des branches de transport de fret ferroviaire. Un indicateur similaire est désormais mobilisé pour estimer l'activité du transport de

Tableau 1 - Estimation de la perte d'activité du deuxième trimestre

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité en avril (en %)	Perte d'activité en mai (en %)	Perte d'activité en juin (en %)	Contributions à la perte d'activité en juin (en points de PIB)	Perte d'activité au deuxième trimestre (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-12	-8	-4	-0,1	-8
Industrie	14	-32	-19	-14	-1,9	-22
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-11	-8	-4	-0,1	-7
Cokéfaction et raffinage	0	-24	-13	-9	0,0	-15
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-40	-23	-16	-0,2	-26
Fabrication de matériels de transport	1	-67	-51	-41	-0,6	-53
Fabrication d'autres produits industriels	6	-37	-21	-15	-0,9	-24
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-12	-5	-3	-0,1	-6
Construction	6	-61	-47	-31	-1,7	-46
Services principalement marchands	56	-29	-22	-13	-7,3	-21
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-36	-27	-16	-1,7	-26
Transports et entreposage	5	-66	-43	-28	-1,3	-46
Hébergement et restauration	3	-82	-67	-20	-0,6	-56
Information et communication	5	-10	-8	-7	-0,4	-8
Activités financières et d'assurance	4	-11	-8	-6	-0,2	-8
Activités immobilières	13	-2	-1	-1	-0,1	-1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-31	-21	-13	-1,8	-22
Autres activités de services	3	-67	-61	-44	-1,3	-57
Services principalement non marchands	22	-25	-19	-7	-1,5	-17
Total	100	-30	-22	-12	-12	-21
<i>dont principalement marchands</i>	78	-31	-23	-14	-11,0	-23
<i>dont principalement non marchands</i>	22	-25	-19	-7	-1,5	-17
Total principalement marchands hors loyers	65	-37	-27	-17	-11	-27

Lecture : : en juin, l'activité économique aurait diminué de 12 % (contre -30 % au moins d'avril) par rapport à une situation normale. L'industrie, dont la perte d'activité est estimée à 14 % (contre -32 % au mois d'avril), contribuerait à hauteur de 1,9 point de pourcentage à cette baisse.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

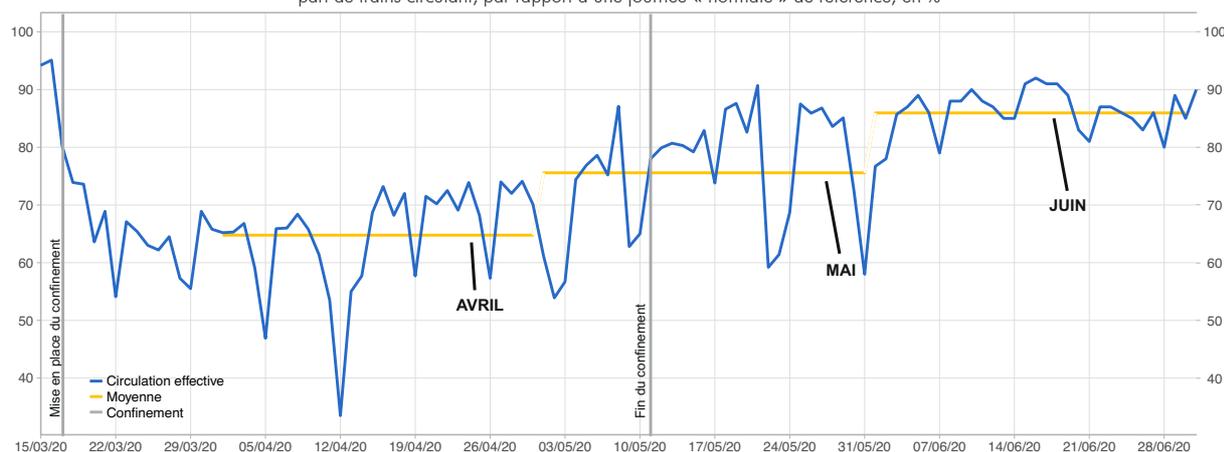
fret routier : l'indicateur de trafic de poids lourds en France calculé par le CEREMA à partir des données de trafic de plus de 1200 stations de comptage réparties sur l'ensemble du réseau routier national non concédé. Mais, au-delà, ces indicateurs peuvent également refléter la perte d'activité globale, dans la mesure où le transport de marchandises par voie ferrée ou routière est corrélé au volume de marchandises échangées dans l'ensemble de l'économie.

Les deux semaines suivant la mise en place du confinement, la circulation du fret ferroviaire avait diminué très rapidement pour atteindre une moyenne de 65 % de trains en circulation au

mois d'avril (*graphique 2*) par rapport au nombre habituel. De même, le trafic routier de véhicules lourds s'était contracté à un niveau d'environ 60 % par rapport à la « normale » (*graphique 3*). En mai, anticipant un peu le début du déconfinement de la population, le trafic s'est progressivement redressé pour s'établir en moyenne à 75 % pour le ferroviaire et 86 % dans le routier. En juin, le trafic routier s'est fortement repris et il est désormais proche de son niveau d'avant crise, tandis que le fret ferroviaire demeure autour de 85 % de son niveau « normal ». L'un comme l'autre illustrent donc la reprise progressive de l'activité économique estimée précédemment.

2 - Circulation effective du fret ferroviaire sur le réseau SNCF

part de trains circulant, par rapport à une journée « normale » de référence, en %

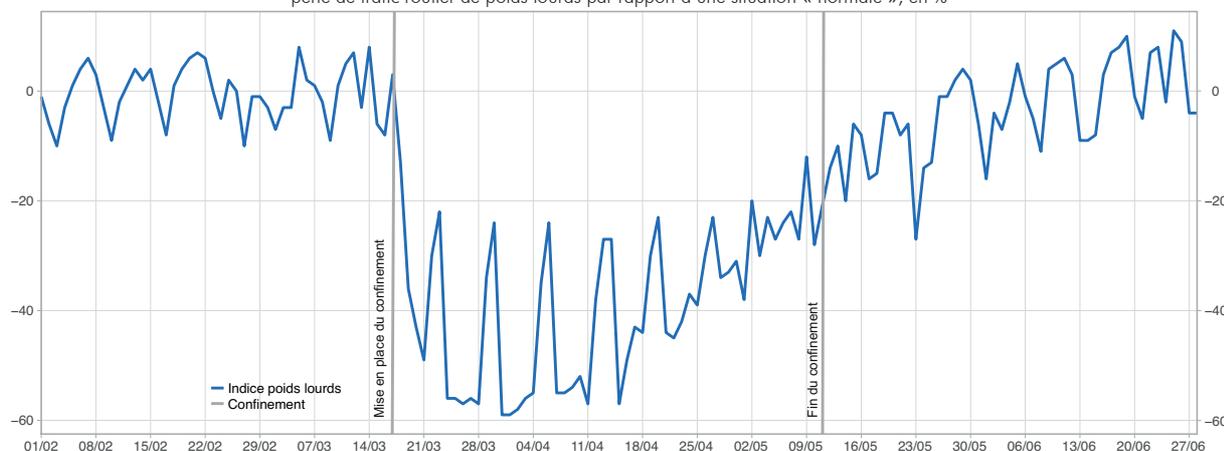


Lecture : le 28 juin 2020, la circulation effective de trains de fret ferroviaire sur le réseau SNCF était de 80 % par rapport à une journée de référence.

Source : SNCF Réseau, calculs Insee

3 - Trafic routier de véhicules lourds en France

perte de trafic routier de poids lourds par rapport à une situation « normale », en %



Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires et au début du confinement. Par ailleurs, la série a été corrigée de la saisonnalité des jours de la semaine et des jours fériés.

Lecture : le 28 juin 2020, le trafic routier de poids lourds en France était de 4 % inférieur à un jour comparable d'avant crise.

Source : CEREMA, calculs Insee

Fin 2020, l'activité économique demeurerait légèrement en deçà de son niveau d'avant crise

L'enquête Acemo-Covid¹, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, permet, entre autres, de connaître le rythme anticipé par les entreprises de reprise de leur activité à un niveau normal. En projetant leurs réponses agrégées² sur les estimations d'activité économique de ces derniers mois, il est possible d'établir un ensemble de scénarios – bas, haut ou central³ – de reprise de l'activité jusqu'à la fin de l'année (*graphique 4*). Fin 2020, l'activité économique resterait un peu en dessous de son niveau d'avant crise : entre -6 % et -1 % en décembre 2020, selon les différents scénarios, soit -4 % en moyenne.

Par branche, les rythmes de reprise seraient hétérogènes. Les difficultés d'ordre réglementaire (activité autorisée ou non) ou sanitaire, les éventuels problèmes d'approvisionnement, les manques de débouchés ou de personnel, ont conduit à une répartition des pertes d'activité

différenciée selon les branches – la construction a, par exemple, été davantage touchée que l'industrie agroalimentaire. Mais ils conditionnent également, selon leur intensité et leur fréquence, les rythmes anticipés de reprise par les entreprises. Ainsi, les pertes d'activité économique des services marchands seraient de l'ordre de 2 % en fin d'année (*graphique 5*), tandis qu'elles demeurerait autour de 5 % dans l'industrie et jusqu'à 8 % dans la construction (*graphique 6*).

Ces scénarios reposent sur l'opinion des entreprises, exprimée durant la première quinzaine de juin. Dans un contexte de grande incertitude économique et sanitaire, ces prévisions doivent être considérées avec prudence. Si de tels scénarios se matérialisaient, après un recul de 17 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre, le PIB français se redresserait d'environ 19 % au troisième trimestre puis de 3 % au quatrième (*tableau 2*). Sur l'ensemble de l'année 2020, il reculerait dans ce cas de 9 % par rapport à 2019, soit la plus forte contraction annuelle depuis la création des comptes nationaux en 1948. ■

1. La troisième édition de l'enquête Acemo spéciale Covid, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, a été mobilisée ici. Environ 38 000 entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole ont été interrogées entre le 1^{er} et le 15 juin 2020, sur leur situation et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre à fin mai.

2. La question de l'enquête utilisée est la suivante : « Dans combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va retrouver son niveau normal ?

1. L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale
2. L'activité reviendra très vite à la normale, d'ici un mois
3. L'activité reviendra à la normale d'ici deux ou trois mois
4. L'activité mettra plus de trois mois à revenir à la normale
5. L'activité a été affectée de manière plus durable et ne reviendra pas à la situation antérieure avant la fin de l'année
6. Ne sais pas »

3. La différence entre les trois scénarios provient de l'interprétation des modalités de réponses à l'enquête. Le scénario bas (resp. haut) est obtenu en ne retenant que les interprétations les plus « pessimistes » (resp. « optimistes »). Par exemple, à la réponse : « L'activité reviendra la normale d'ici deux ou trois mois », le scénario bas ne retient que l'hypothèse la plus tardive, i.e. trois mois, tandis que le scénario haut ne retient que l'hypothèse la plus précoce, i.e. deux mois. Le scénario central est la moyenne des deux précédents. Pour la cinquième modalité, le choix a été fait de considérer que le retour se faisait au niveau du deuxième trimestre 2021 dans le cas du scénario haut et mi-2022 dans le cas du scénario bas. Enfin, les réponses à la modalité « ne sais pas » sont ajoutées aux réponses à la modalité la plus favorable possible (resp. défavorable), soit la deuxième (resp. la cinquième), dans le cas du scénario haut (resp. bas).

Tableau 2 - Estimation puis prévision des pertes d'activité économique et du PIB en 2020

en %

	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Année 2020
Croissance du PIB (variation trimestrielle)	-5,3	-17	+19	+3	-9
Perte d'activité moyenne (par rapport à une situation « normale »)	-	-21	-7	-4	-

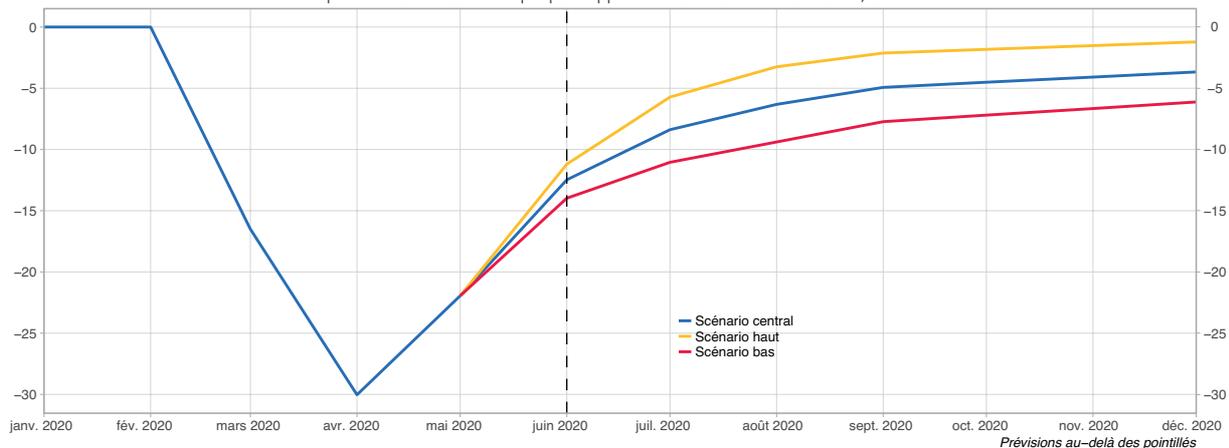
Lecture : au deuxième trimestre, la perte d'activité économique moyenne est estimée à 21 %, soit une baisse du PIB de 17 % après -5,3 % au premier.

Note : la perte d'activité présentée dans ce tableau est la moyenne des pertes d'activité mensuelles estimées/prévues et détaillées dans le *tableau 1*. La perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport à une situation « normale », c'est-à-dire une période antérieure à la crise sanitaire. Inversement, la variation du PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses (prévisions à partir du deuxième trimestre)*

4 - Pertes d'activité économique mensuelles estimées puis prévues

perte d'activité économique par rapport à une situation « normale », en %

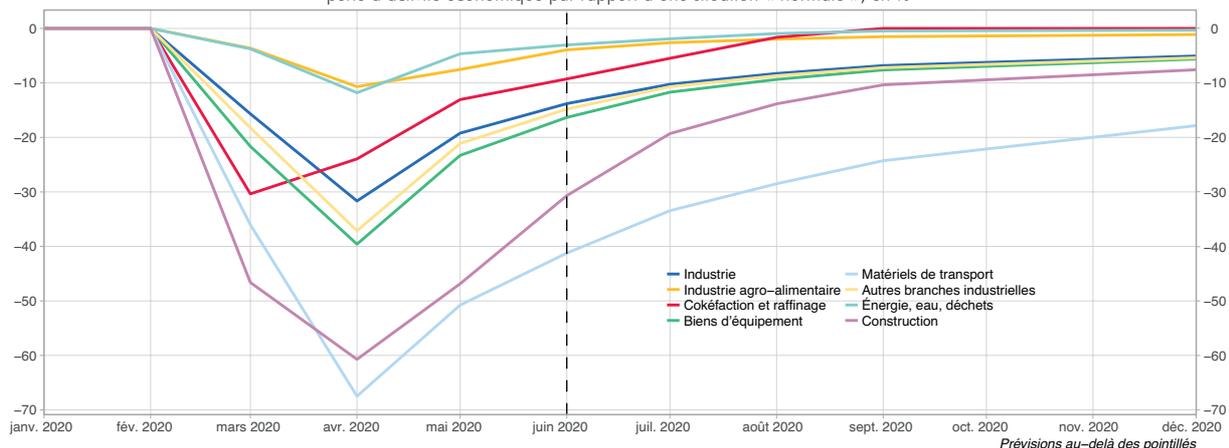


Lecture : en avril, l'activité économique aurait diminué d'environ 30 %. En fin d'année, elle s'établirait, selon les réponses des entreprises à l'enquête Acemo-Covid, autour de -4 %.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

5 - Pertes d'activité économique mensuelles estimées puis prévues dans l'industrie et la construction

perte d'activité économique par rapport à une situation « normale », en %

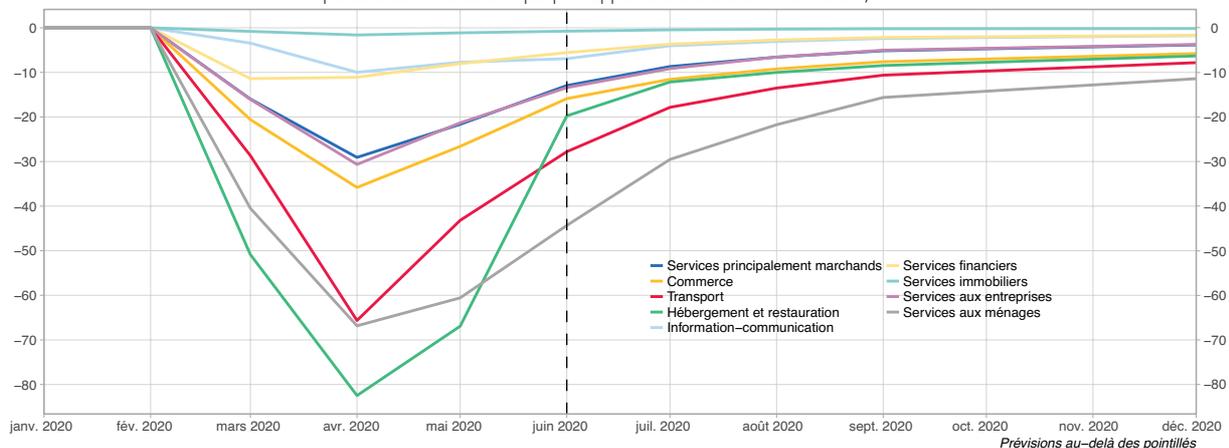


Lecture : en avril, l'activité économique dans la branche des matériels de transport aurait été inférieure de 67 % par rapport à une situation normale.

Source : Insee, Dares, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses

6 - Pertes d'activité économique mensuelles estimées puis prévues dans les services

pertes d'activité économique par rapport à une situation « normale », en %



Lecture : en avril, l'activité économique dans l'hébergement-restauration aurait été inférieure de 82 % par rapport à une situation normale.

Source : Insee, enquête Acemo-Covid, calculs Insee à partir de sources diverses